



5 Juin 2010

Rencontre nationale des comités locaux et des organisations signataires pour les États généraux du Service Public.

Depuis que nous avons lancé le 17 décembre cette démarche ambitieuse, le comité national qui regroupe plus de 36 organisations se réunit tous les 15 jours.

Des comités locaux se mettent en place. Certains s'appuyant sur une déjà longue tradition, comme le collectif parisien (50 organisations) qui organise le 29 mai son « printemps des services publics » ou comme celui de Guéret. D'autres démarrent et construisent patiemment le cadre et la démarche. A ce jour nous avons des éléments d'information pour 33 villes ou départements.

Cette démarche se heurte à plusieurs difficultés.

La première est la bataille sur les retraites qui mobilisent largement (nous ne pouvons que nous en réjouir), mais souvent reposent sur les mêmes équipes militantes. Évidemment le succès de ce combat est décisif, y compris pour une réflexion prospective sur les Services publics.

La seconde est le contexte qui est en train de se généraliser, depuis la Grèce en passant par l'Espagne, des conséquences de la crise. Comment tourner les énergies, les intelligences, les débats vers la promotion du Service Public quand le gel des dépenses en France, la baisse des salaires des fonctionnaires en Espagne, la réduction drastique de toutes les dépenses publiques en Grèce semblent l'horizon « indépassable » ? La tentation est grande d'en rester à la résistance indispensable. Et pourtant, plus que jamais, ne faut-il pas réfléchir, proposer, convaincre qu'une autre politique, un autre monde est possible. D'ailleurs, comme le dit Alain Badiou, c'est bien au niveau mondial qu'il nous faut penser et agir. De ce point de vue le Forum social européen d'Istanbul, peut et doit être un temps important de rencontres et de propositions.

C'est bien dans ce contexte que les organisations du comité national ont décidé de maintenir l'assemblée nationale des comités locaux

*le 5 juin
à la Bourse du travail de Paris (ATTENTION celle qui est rue Charlot)
Métro République*

Parce qu'il s'agit de la première initiative nationale de construction des EGSP (après le lancement de l'appel du 17 décembre). C'est l'occasion de vérifier la validité et la solidité de notre démarche. Nous voulons faire se rencontrer, travailler ensemble et se confronter, des militantEs des collectifs locaux (objectif une centaine) et des responsables des organisations nationales (une deuxième centaine). Les organisations pourront entendre ce qui se fait et se questionne sur le terrain. Les collectifs locaux entendront la volonté et l'engagement dans la réussite de l'ensemble du processus des organisations qui garantissent la crédibilité du processus.

Nous pourrons, ensemble prendre la mesure des problèmes, des dynamiques mais aussi mutualiser les travaux déjà engagés, préparer ceux qui vont suivre. Car on l'a compris les rythmes seront bousculés, et ce n'est pas un problème. Les États généraux locaux se poursuivront jusqu'à fin octobre.

Si nous avons écarté l'idée de travailler l'un des questionnements, nous diffuserons un 4 pages qui a été réalisé après un premier séminaire de débat des organisations du comité national le 5 mai sur les

questions « Biens communs, droits, missions et moyens de les assurer ». Mais aussi une soirée de débat à Lyon sur les questions de la « démocratisation des SP ».

Les objectifs de la journée.

Il nous faudra préparer très concrètement, quant au fond, la réunion nationale sur deux jours des États généraux nationaux de la mi-novembre. Nous avons repoussé l'échéance, car nous n'en doutons pas, la rentrée sera celle de la lutte accélérée contre le projet anti-social sur les retraites.

Nous déciderons ou non de l'opportunité d'une pétition nationale traduisant notre travail. Non pas son texte précis, mais son principe.

Nous avons rejeté la question de la manifestation nationale à ce stade. Difficile à ce jour d'anticiper sur une manif nationale dans un contexte que nous ne maîtrisons pas du tout. Cela ne signifie nullement l'abandon de cette perspective mais son report quand à une décision concrète lors de la tenue des EGSP.

Le déroulement de la journée sera le suivant :

- 9h30 accueil
- 10h rappel et présentation de la démarche intégrant des éléments de bilan de la première phase dans les départements. A ce sujet nous envoyons - ci-joint - un questionnaire de point d'étape à chaque comité que nous nous engageons à publier et à remettre à l'entrée du 5 juin. présentation du 4 pages issu du 5 mai et validation de la méthode pour les autres thèmes.
- 10h30 débat général sur la situation et les problèmes rencontrés, la validité de la démarche, les liens organisations et collectifs locaux, les objectifs
- 12h30 repas
- 13h30 Débat sur la suite de notre démarche.
 - Poursuite du travail des collectifs locaux de juin à novembre
 - Organisation des États généraux nationaux
 - Date, lieu, intervenants, place respectives des collectifs locaux et des organisations nationales, déroulement, publication...
 - Pétition
- 16h30 Fin

Même si le contexte est difficile, nous restons convaincus que, plus que jamais, face aux crises et à leurs conséquences dévastatrices pour les populations, face aux solutions préconisées par les gouvernements au pouvoir, il est urgent, nécessaire et possible de faire entendre une autre réponse. Pour assurer l'exercice des droits, la maîtrise des biens communs, la solidarité et l'égalité c'est le Service Public et ses outils qu'il nous faut.

Pour le comité national : Jean-michel.drevon@fsu.fr

DEMANDE : NOUS DEMANDONS AUX COLLECTIFS DE NOUS ENVOYER AVANT LE 2 Juin UN RECTO RENDANT COMPTE DE LEUR DEMACHE, QUI LA COMPOSE, QUELS TRAVAUX ET CONTRIBUTIONS AU DEBAT.

Nous nous engageons à les tirer pour le samedi matin à l'entrée de la séance.

Le **FINANCEMENT** des voyages et hébergements doit être pris en charge par les collectifs locaux. Si problème nous le faire savoir à l'arrivée.